

COMMUNIQUE DE PRESSE

Pour diffusion immédiate : vendredi 20 janvier 2006

Un axe d'inaction : la coalition des réfractaires fait obstacle au contrôle des armes légères

Les ennemis de toujours s'allient pour entraver les avancées des négociations

New York : Après quinze jours de débats, les gouvernements quittent, les mains quasiment vides, la conférence de l'ONU sur la lutte contre la prolifération et l'utilisation abusive des armes légères. Entre-temps, quelque 12 000 personnes de plus ont perdu la vie sous les coups d'une arme à feu, et davantage encore ont été blessées, plongées dans l'affliction ou privées d'accès aux moyens de subsistance, aux soins de santé ou à l'éducation du fait de la violence armée.

D'ordinaire en désaccord sur les questions de désarmement, Etats-Unis et Iran, Israël et Egypte se sont retrouvés cette semaine à faire front commun pour compromettre toute avancée, et empêcher de sauver des milliers de vie chaque année.

D'autres nations, notamment la Chine, la Syrie, l'Inde et le Pakistan, se sont ralliées à ces quatre pays, portant ainsi préjudice au statut du document final de la conférence. Loin d'être la solution idéale, celui-ci n'en constituait pas moins la seule qui s'offrait aux négociateurs à l'issue d'une rencontre laborieuse.

«C'est une véritable tragédie : les nombreux Etats partisans de réformes n'ont pas tenu tête à la minorité qui refuse de contrôler davantage les flux d'armes à feu à travers la planète. La majorité des nations a déjà consacré beaucoup de temps et d'énergie à protéger les hommes, femmes et enfants de la violence armée. Laisser une telle situation se reproduire lors de la conférence de juin revient à trahir les millions de personnes dont l'existence est brisée par les armes à feu», a déclaré Rebecca Peters, directrice du Réseau d'action international sur les armes légères.

Cette réunion au siège new-yorkais de l'ONU avait comme objectif d'établir l'ordre du jour du second sommet mondial sur les armes légères qui se tiendra en juin prochain afin de réviser le Programme d'action (PoA) sur les armes légères. Adopté en 2001, le PoA est le premier instrument mondial visant à lutter contre leur prolifération. Ce document constitue, certes, un bon point de départ, mais il est nécessaire d'aller encore beaucoup plus loin pour mettre les individus mieux à l'abri de la violence armée. La conférence de juin est l'unique rendez-vous avant 2012 permettant aux gouvernements de prendre des engagements qui protégeront concrètement les citoyens, notamment :

- Des principes généraux en vue de contrôler le commerce des armes, prévenir les transferts vers des destinations où elles risquent d'être utilisées pour contrevenir aux droits de l'homme, envenimer des conflits ou nuire au développement.
- Des législations sur les armes à feu à l'échelle nationale, l'arsenal aux mains de civils constituant la principale source d'approvisionnement du trafic illicite

Mais à l'issue de ces quinze jours de discussions, nous n'avons toujours pas l'assurance que de telles questions seront un tant soit peu abordées.

Contact : Anthea Lawson, + 1 347 220 2916, anthea@iansa.org